

## Le gouvernement annonce conférences sociales et négociations paritaires

[ 30/05/07 - Les Echos, avec AFP]

Le gouvernement, décidé à vite réformer le marché du travail, a annoncé mercredi la tenue de trois "conférences" sociales sous son égide à la rentrée, et le lancement de quatre négociations entre partenaires sociaux, dont la marge de manoeuvre semble toutefois étroite.

Les "conférences", organisées avec les syndicats et le patronat, porteront sur **l'égalité salariale hommes-femmes**, les conditions de travail et les salaires. "Des négociations devraient s'ouvrir, à l'initiative des partenaires sociaux, à l'issue du processus de délibération sociale, sur quatre thèmes: le contrat de travail, la sécurisation des parcours professionnels, l'assurance chômage et la démocratie sociale", selon le communiqué du Conseil des ministres.

L'annonce intervient au lendemain de la décision de quatre organisations syndicales (CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC) et trois patronales (Medef, CGPME et UPA) de se réunir en sommet à la mi-juin pour lancer des négociations de réforme sur le marché du travail. Ces organisations n'avaient toutefois pas précisé l'intitulé des négociations à venir, mercredi soir à l'issue d'une réunion de synthèse.

Ouverte en octobre à l'initiative de la présidente du Medef, Laurence Parisot, une "délibération sociale" a vu syndicats et patronat multiplier les discussions sur le fonctionnement du marché du travail. Simple observatrice de cette démarche, la CGT a déclaré qu'elle participerait "fort probablement" au sommet syndicalo-patronal. Le point de départ de la délibération était juste de concocter un "état des lieux", selon la présentation faite à l'époque par Mme Parisot. Jean-Claude Mailly (FO) avait souligné que "l'on verrait" plus tard si ce travail déboucherait sur des négociations. Critique, Bernard Thibault (CGT) avait dénoncé un simple "affichage de dialogue" de la part du patronat, en pleine campagne électorale.

L'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République a précipité les événements. Avant même sa prise officielle de fonction, Nicolas Sarkozy avait annoncé quatre conférences sociales dès la rentrée : égalité professionnelle hommes-femmes, conditions de travail, démocratie sociale et flexisécurité (avec le contrat de travail). Le président montrait ainsi sa volonté de prendre l'initiative. Au grand dam de partenaires sociaux voulant négocier entre eux toute évolution des contrats de travail - et qui rejettent en bloc le "contrat unique" prôné par M. Sarkozy, même si le patronat pousse pour un assouplissement du droit au licenciement.

Plus récemment, M. Sarkozy a passé la main aux partenaires sociaux sur la réforme du contrat de travail et laissé entendre que la conférence sur la flexisécurité, englobant cette question, pourrait être repoussée. Mais MM. Sarkozy et Fillon ont insisté pour que les partenaires sociaux parviennent à une réforme avant fin 2007.

Reçue mercredi à l'Élysée, Mme Parisot a déclaré que les thèmes et calendriers de négociations des partenaires sociaux seraient choisis "en fonction de nos propres travaux, mais également de la lettre d'orientation que le Premier ministre va nous adresser très prochainement".

Le sommet syndicalo-patronal se tiendra en période d'élections législatives et quelques jours avant l'adoption, annoncée par M. Fillon, d'une loi cadre sur le service minimum dans les transports. Une loi qui, selon le porte-parole du PS, Julien Dray, viserait chez M. Sarkozy à "avoir une victoire symbolique sur les organisations syndicales".